

**TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU**

**CHAMBRE DES ASSIGNATIONS, DE CONCILIATION ET  
DU CONTENTIEUX**

**RÔLE GENERAL  
BJ/TCC/2019/0724**

PRESIDENT : **William KODJOH-KPAKPASSOU**

JUGES CONSULAIRES : **François AKOUTA et Eric ASSOGBA**

MINISTERE PUBLIC : **Mario METONOU**

GREFFIER : **Hervé ADOUKONOU**

DEBATS : Le 30 octobre 2019

Jugement contradictoire, en matière commerciale, et en dernier  
ressort, prononcé le 06 novembre 2019.

**LES PARTIES EN CAUSE**

**DEMANDEURS** :

C/

**Josias YERIMA**, représenté par Massama WEINTA, de  
nationalité béninoise, demeurant et domicilié à Cotonou au  
quartier Sainte Rita, carré 1562 maison EMINANKPO K. André,  
assisté de **Maître Hippolyte YEDE**, Avocat à la Cour ;

Société ENERDAS  
SARL

**D'UNE PART**

**DEFENDERESSE:**

**OBJET :**  
**Païement**

**SOCIETE ENERDAS SARL**, ayant son siège à Cotonou au  
quartier Fidjrossè, carré 1184, prise en la personne de son  
Directeur Général, monsieur Faustin DAHITO, de nationalité  
béninoise, demeurant et domicilié ès-qualités au siège de ladite  
société ;

**D'AUTRE PART**

## LE TRIBUNAL

Dans le cadre de ses activités commerciales, la société ENERDAS SARL a acquis des panneaux solaires auprès de YERIMA Josias pour un montant de deux millions (2.000.000) de francs CFA et lui a remis en paiement un chèque du même montant tiré sur la Banque Atlantique du Bénin ;

Par exploit en date du 19 mars 2019, YERIMA Josias a adressé à la société ENERDAS une sommation de payer la somme d'un million (1.000.000) de francs CFA à titre de solde de cette transaction, ledit chèque n'ayant pas été honoré à sa délivrance en 2013 ;

Faute de paiement, il a attiré la société ENERDAS, suivant exploit en date du 20 août 2019, devant le tribunal de commerce de Cotonou, en sollicitant sa condamnation à lui payer la somme d'un million de francs au titre du principal et deux millions à titre de dommages-intérêts ;

Il sollicite également l'exécution provisoire sur minute de la présente décision, à hauteur de la moitié ;

L'exploit introductif d'instance a été signifié à la société ENERDAS en son siège social, mais elle n'a pas été représentée à l'instance et n'a produit aucune observation ;

La présente sera réputée contradictoire à son égard, conformément à l'article 542 du code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes qui dispose que « *lorsque le défendeur ne comparait pas, le jugement est rendu par défaut si l'assignation n'a pas été délivrée à personne. Le jugement est réputé contradictoire lorsque la décision est susceptible d'appel ou lorsque l'assignation a été délivrée à la personne du défendeur* » ;

## **SUR LA DEMANDE EN PAIEMENT**

Attendu que l'article 28 alinéa 1<sup>er</sup> de l'Acte Uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution, dispose qu'à « *défaut d'exécution volontaire, tout créancier peut, quelle que soit la nature de sa créance, contraindre son débiteur défaillant à exécuter ses obligations à son égard ou pratiquer une mesure conservatoire pour assurer la sauvegarde de ses droits* » ;

Attendu qu'à l'appui de ses prétentions, YERIMA Josias a versé au dossier une photocopie du chèque de la Banque Atlantique du Bénin ainsi que la sommation de payer adressée à la société ENERDAS ;

Que ces pièces attestent le non-paiement par la société ENERDAS de la somme d'un million (1.000.000) de francs CFA réclamée ;

Qu'il convient donc de la condamner au paiement sollicité ;

Attendu, par ailleurs, que *dans les obligations qui se bornent au paiement d'une certaine somme, les dommages-intérêts résultant du retard dans l'exécution ne consistent jamais que dans la condamnation aux intérêts au taux légal ; le créancier auquel son débiteur en retard a causé un préjudice indépendant de ce retard, peut obtenir des dommages et intérêts distincts des intérêts moratoires de la créance, sauf en rapporter la preuve* ;

Qu'il n'y a lieu à dommages-intérêts, qu'en cas de démonstration d'un préjudice distinct du retard de paiement ;

Attendu qu'en l'espèce, YERIMA Josias ne justifie pas l'existence de tels préjudices qu'il affirme simplement ;

Qu'il convient de rejeter cette demande ;

Attendu, s'agissant de la demande aux fins d'exécution provisoire sur minute, il y a lieu de relever que l'intérêt du présent litige est inférieur au taux du ressort en matière commerciale qui est de cinq millions (5.000.000) de francs CFA, en application de l'article 51.1 de la loi n° 2016-15 du 28 juillet 2016 modifiant et complétant la loi 2001-37 du 27 août 2002 portant organisation judiciaire en République du Bénin, de sorte que la présente décision est rendue en dernier ressort et emporte exécution forcée ;

Que la demande d'exécution provisoire est donc superfétatoire ;

**PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en dernier ressort ;

Reçoit YERIMA Josias en son action ;

Condamne la société ENERDAS SARL à payer à YERIMA Josias la somme d'un million (1.000.000) FCFA ;

Déboute YERIMA Josias du surplus de ses demandes ;

Dit que la demande d'exécution provisoire est superfétatoire ;

Condamne la société ENERDAS SARL aux dépens.

**Ont signé**

**LE GREFFIER**

**LE PRESIDENT**